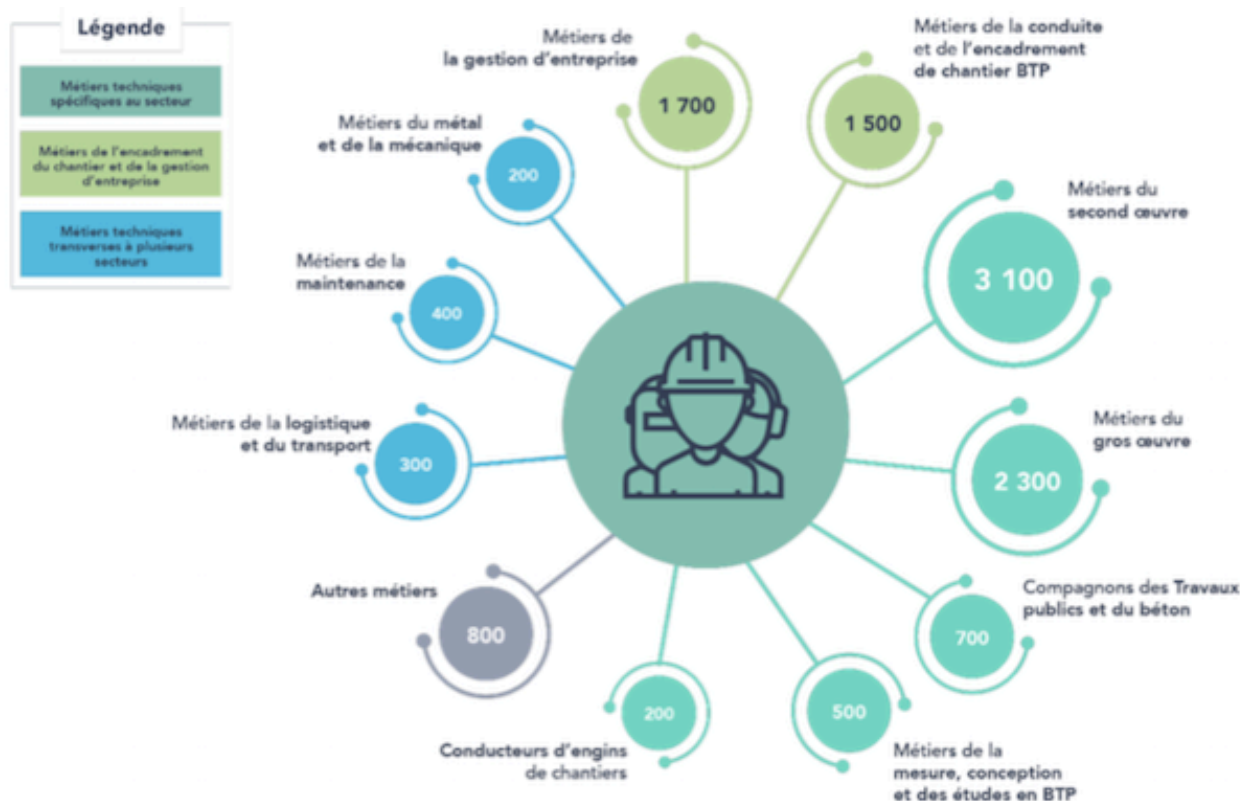

[Imprimer](#)

JOP Paris 2024 : une opportunité pour les PME et l'insertion

Image

Le deuxième « Meet-up entreprises », manifestation visant à rapprocher les PME-TPE et les structures de l'économie sociale et solidaire des grands groupes qui réaliseront les futurs ouvrages olympiques, s'est tenu le 25 février 2020 à la Cité du cinéma de Saint-Denis. CCI Business Grand Paris était présent et a reçu sur son stand les entreprises intéressées par le dispositif.

Les organisateurs des JOP de Paris 2024 se sont fixé comme ambition que la construction des infrastructures ne devra pas être le domaine réservé des grands groupes mais profiter, pour le second œuvre, aux PME-TPE ainsi qu'aux structures de l'économie sociale et solidaire (ESS). Ces dernières étaient, de ce fait, nombreuses au deuxième « Meet-up entreprises » organisé par la Solideo (Société de livraison des ouvrages olympiques), qui s'est tenu à la Cité du cinéma (Saint-Denis) le 25 février. 430 entreprises ont participé à cet événement et aux 55 tables de speed-dating organisées autour des stands de 9 structures publiques d'accompagnement et de 11 des 29 donneurs d'ordre des Jeux.



Les investissements pour les JOP, qui doivent générer 11 500 emplois dans le secteur de la construction, se feront à hauteur de 77 % en Seine-Saint-Denis. Au « Meet-up », l'opportunité était donc belle pour les structures d'insertion du département de « placer leurs jeunes » auprès des majors du BTP présents (Vinci, Eiffage, Spie Batignolles...).

“Créer une relation de confiance avec les donneurs d'ordre”

Les choses ne seront toutefois pas simples en pratique, selon Henry Bayle, chargé de mission d'Inser'Eco93, le réseau des structures d'insertion par l'activité économique de Seine-Saint-Denis. « Les grandes entreprises sont soumises à des clauses qui les obligent à réserver 10 % des heures à l'insertion, poursuit-il. Il y a donc une vraie opportunité mais il ne faut pas louper le coche. Pour se soustraire à la clause, les constructeurs sont prêts à payer des pénalités car les délais de réalisation des ouvrages sont courts. Nous devons dès à présent créer une relation de confiance avec ces donneurs d'ordre, qui éprouvent de la méfiance envers les structures de l'ESS. Nous ne sommes pas toujours suffisamment pris au sérieux alors que nous avons une vraie expertise. »

Jacques Dughera, président de Relais restauration, une coopérative d'insertion soutenue par la ville de Pantin, le département de Seine-Saint-Denis et Est Ensemble, est sur la même ligne : « Il y a une opportunité car ce sont des JOP inclusifs. Je vais rencontrer des constructeurs, notamment Spie Batignolles, car il y a des besoins en restauration sur les chantiers. Est-ce que les grands groupes vont jouer le jeu ? On verra à la fin mais j'ai des craintes. Souvent, les clauses sont détournées par les grands groupes qui créent eux-mêmes leur propre structure d'insertion. »

Olivier Bienaimé, directeur opérationnel Village des athlètes d'Eiffage construction Ile-de-France, qui réalisera pour le compte d'Eiffage immobilier et Nexity le lot E du Village, se montre rassurant : « Bien sûr, nous allons respecter les clauses d'insertion grâce notamment à tout le travail fait en amont par la Solideo pour sélectionner les entreprises. Mais nous n'avons pas attendu les JOP pour faire cette démarche. »

[Retrouvez les dernières actualités sur les JOP de Paris 2024](#)